

Formation des profs : la CSC demande que le politique agisse

ÉCOLE Divisé, l'exécutif PS-CDH n'a encore rien décidé dans ce dossier

- Un groupe de travail a proposé de porter la formation du prof à 5 ans.
- Les recteurs jugent l'affaire impayable.
- Mais pour le syndicat, l'allongement est la clé de toute rénovation de l'école.

Pendant de longs mois, les acteurs de l'école (syndicats, pouvoirs organisateurs, experts...) ont repensé la formation initiale des profs. La réflexion a été engagée sous la précédente législature, par Jean-Claude Marcourt (PS), ministre de l'Enseignement supérieur. Elle a abouti il y a une grosse année.

Actuellement, les instituteurs (maternels/primaires) et les régents (secondaire inférieur) sont formés en 3 ans, à l'école normale. Les licenciés (secondaire supérieur) sont, eux, formés en 5 ans, à l'université. Le groupe de travail créé par Marcourt propose (notamment) de généraliser la formation à 5 ans, estimant que les maîtres sont désormais confrontés à une série de difficultés qui n'existaient pas, ou peu, ou différemment, il y a 30/40 ans d'ici. Bref : il faut tout revoir (les contenus

et épaissir la formation. L'allongement est souhaité par la CGSP et la CSC-enseignement. On sait que Marcourt y est favorable. Mais l'idée a aussi ses détracteurs. Récemment, le Conseil des recteurs francophones a froidement flingué l'idée (*Le Soir* du 4 juin). Les patrons des universités admettent qu'il faut repenser la formation mais ils estiment que l'allonger est impayable (cela coûterait, selon eux, 800 millions en vitesse de croisière).

Cette charge est notamment due au fait que, désormais formés en 5 ans, les professeurs mériteraient le barème 501, aujourd'hui réservé aux licenciés. La sortie des recteurs a fâché la CSC-enseignement.

Eugène Ernst, son président, parle d'une « sortie à charge, qui ne tient pas compte des bénéfices d'un allongement à 5 ans sur la qualité de l'enseignement ». Le syndicat demande à l'exécutif de la Communauté de prendre attitude. « *Le Pacte d'excellence se propose de changer l'école. La formation initiale est un élément-clé pour faire évoluer le système. On ne pourra pas demander aux enseignants de travailler autrement, de lutter contre l'échec, de détecter les difficultés des élèves, sans revoir la formation. Les recteurs donnent leur position. Et le gouvernement reste au balcon... Qu'il tranche et nous dise s'il est d'accord avec le*

propos des recteurs. »

« Une idée à la con »

Si l'exécutif tranche, ce ne sera pas demain. Il devrait se prononcer à l'automne, quand il fera le tri dans les mesures proposées par le Pacte d'excellence – les deux débats seront liés. Aussi, sur le fond, ça chicane. Si le PS semble soutenir les 5 ans, le CDH est tiède – sans que rien ne soit officiel, les centristes préfèrent un module à 4 ans avec entrée progressive dans le métier. Pour Ernst, 4 ans, c'est insuffisant. Et il soupçonne surtout les centristes de chercher à justifier le non-octroi du 501. Il se résume : « *C'est une idée à la con !* » ■

PIERRE BOUILLON

CE QUI EST PROPOSÉ

Chevauchements

Le groupe de travail qui a repensé la formation du prof ne suggère pas seulement d'allonger celle-ci à 5 ans. Pour adoucir les transitions entre niveaux, on propose aussi des chevauchements. Ainsi, la maternelle pourrait enseigner aussi en 1^{er} et 2^{es} primaires. L'instituteur pourrait enseigner aussi en 3^{es} maternelle. Le régent, en 5^{es} et 6^{es} primaires. Le licencié, en 3^{es} secondaires.

P.BN